

**GOODYEAR** | Le PCF exige l'annulation du jugement et invite les communistes à s'emparer de la pétition "Nous sommes tous des Goodyear". (p. 3)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info

## Conseil national du PCF Reconstruire une alternative à gauche



## Le PCF ouvre le débat

**R**éuni ce week-end à Paris, le Conseil national a fait le point de la situation politique. Une situation lourde de dangers, selon les mots de Pierre Laurent qui présentait le rapport introductif. A cette occasion, le secrétaire national a réaffirmé la démarche de rassemblement à gauche sur un projet de gauche afin d'ouvrir une perspective en 2017. Dans cet esprit, il a annoncé plusieurs initiatives du PCF dans les prochaines semaines. Le Conseil national a aussi convoqué le congrès du Parti qui se tiendra du 2 au 5 juin à Saint-Denis. (lire pp. 2 et 3)

SERVEZ-VOUS - www.pcf.fr -

Modèle de tracts

ETAT D'URGENCE

NON MILLE FOIS NON !



DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

LA PORTE OUVERTE À TOUTES LES DÉRIVES

**DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ**  
LA PORTE OUVERTE À TOUTES LES DÉRIVES

Après l'adoption de la loi relative à l'immigration et au droit de séjour, le Conseil national du PCF a tenu un séminaire de réflexion sur la déchéance de nationalité. Ce séminaire a permis de discuter de la portée de cette mesure et de ses implications politiques.

**Quelles garanties ?**  
La déchéance de nationalité ne doit pas être utilisée de manière abusive. Elle doit être réservée aux cas de fraude ou de collaboration avec l'ennemi.

**En quoi consiste-t-elle ?**  
Elle consiste à retirer la nationalité française à certaines personnes, notamment celles qui ont obtenu leur nationalité de manière frauduleuse.

**Quel est son objectif ?**  
L'objectif est de protéger l'intégrité de la République et de garantir le respect des principes démocratiques.

DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

INTERNET - www.pcf.fr -

VIDÉOS

• Goodyear :  
Michelle Demessine  
interpelle M. Valls

<http://videos.senat.fr/video/videos/2016/video31280.html>



• P. Laurent au 12/13  
de France3

**DJIBOUTI : LA FRANCE  
DOIT RÉORIENTER SA  
DIPLOMATIE** (p. 3)

**RÉVOLUTION NUMÉRIQUE,  
NAISSANCE D'UN NOUVEAU  
MONDE : LIBÉRATION OU  
ALIÉNATION ?** (p. 4)

# Relancer la gauche

**Pierre Laurent a présenté devant le CN, le 16 janvier, un rapport très dense. Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national, revient sur cet ordre du jour chargé, sur les enjeux du congrès et la perspective de 2017.**

**Communistes** ON A BEAUCOUP PARLÉ DE « NOUVELLE PHASE POLITIQUE ».

**ISABELLE DE ALMEIDA :** Le rapport de Pierre Laurent avait pour objectif de dire en quoi nous sommes dans une nouvelle phase politique, de prendre des initiatives face aux urgences politiques, d'engager concrètement et statutairement la préparation du congrès, d'envisager les prochaines consultations électorales avec l'idée de déverrouiller des scénarios politiques écrits d'avance. Nous sommes revenus sur l'analyse des régionales, le choc que les résultats ont entraîné. Dans un contexte où des divisions se manifestent dans la gauche, le Front de gauche n'est pas apparu comme une force utile au changement et n'a pas pu rassembler les déçus de la politique de Hollande. La dynamique du Front de gauche est certes en panne mais il n'est pas question de renoncer, ni dans le rapport de Pierre, ni dans les débats, à une démarche de rassemblement, ni de dire que les objectifs initiaux du Front de gauche auraient été une erreur. Notre ambition est toujours de permettre un large mouvement populaire pour changer la donne, d'inventer la suite d'une nécessaire dynamique de rassemblement à gauche à partir des objectifs que nous définirons. La phase nouvelle, c'est aussi la crise de la politique et de la République qui s'accroît avec un FN installé au cœur du système politique. Nous sommes dans une phase de recomposition avec un projet de créer deux blocs, un bloc social-libéral et l'autre libéral-conservateur, avec comme arbitre de cette recomposition le FN. La phase nouvelle, c'est aussi les conséquences durables, dans les consciences, des attentats de 2015 ; il y a une bataille d'explications à mener sur les causes internationales et sur ses raisons intérieures : l'unité du pays est menacée par les actes du pouvoir (état d'urgence, déchéance de nationalité...). Il faut faire grandir l'idée d'une République pour toutes et tous. La dérive sécuritaire est aussi une façon pour le pouvoir de masquer les besoins de sécurité sociale qui s'expriment. Le PCF et ses parlementaires s'opposent à ces projets et engagent la bataille nécessaire. Et la question de l'emploi reste au cœur. Nous entendons mener une grande bataille, dans la durée, pour l'emploi et un collectif est mis en place pour piloter cette campagne. Nous continuerons en même temps à nous opposer à la criminalisation de l'action syndicale et dans l'immédiat de mobiliser pour la relance des Goodyear. La phase nouvelle, c'est aussi l'Europe, avec la crise grecque mais aussi les avancées en Espagne ou au Portugal. Il y a besoin de travailler aussi la question de la gauche. L'équipe Valls/Hollande veut « tuer la gauche » ; cela désarçonne beaucoup de monde ; il nous faut relever ce défi.

**Communistes** COMMENT RELANCER LA GAUCHE ?

**I. D. A. :** Peut-on relancer à gauche ? Nous avons répondu par l'affirmative même si on mesure les obstacles ; on est disponibles pour travailler à cette relance. Cela passe par l'émergence d'un nouveau projet politique pour la France. Nous ne partons pas de rien ; nous disposons d'un texte « La France en commun » qui est une invitation à débattre. Ce n'est pas à prendre ou à laisser mais à enrichir. Quels axes de transformation ? Quels chantiers prioritaires ? Quelles mesures concrètes rassembleuses ? On y retrouve les quatre axes qu'on veut travailler au congrès : les questions travail/emploi/éducation ; une société du bien-vivre et du bien-commun ; une refondation démocratique de la République ; les enjeux de paix et de sécurité collective. On veut prendre des initiatives pour faire grandir ce projet.

**Communistes** QUELLES INITIATIVES POUR AVANCER ?

**I. D. A. :** Il y a des forces pour construire ce projet. Il faut s'appuyer sur les potentiels qui existent, toutes ces forces qui cherchent les moyens de sortir de la crise mais qui restent très dispersées. Il y a une difficulté d'additionner toutes ces forces. Notre travail est d'unir, de



donner cohérence à ce mouvement. Appuyons-nous sur tout ce qui émerge. Dans les initiatives qu'on veut porter dès maintenant et dans la durée - le congrès ne sera qu'une étape dans ce processus -, il faut permettre l'intervention populaire. Le CN a proposé d'organiser des forums populaires avec l'idée de nous tourner vers la société : une sorte de porte-à-porte national, où tous les communistes se tourneraient vers les gens pour leur demander quelles sont leurs propositions, leurs priorités, sur quoi ils auraient envie d'agir. Il ne s'agit pas d'en déduire que le PCF n'aurait rien à dire, mais il y a besoin de les consulter sur leurs priorités. Le PC, pour sa part, est disponible pour construire avec eux un projet pour la France. Il va pour cela créer des espaces de discussions et d'actions dans la durée.

**Communistes** JUSTEMENT, LE CN A DÉBATTU DE 2017 ?

**I. D. A. :** On voit bien le scénario qui risque d'arriver : la candidature de Marine Le Pen, celle de Hollande et une autre issue de la droite. Cette question pèse dans les têtes. Comment ne pas tomber dans ce piège ? Comment faire pour que la gauche ne soit pas marginalisée ? Il y a, chez les gens de gauche, des recherches pour sortir de ce piège, notamment avec ce qu'on appelle les primaires. On en a parlé au CN, il faut que les communistes en parlent, entre eux mais aussi avec d'autres. Pierre Laurent avait réaffirmé la volonté de construire une candidature de gauche, pour porter un projet de gauche, sur des valeurs de gauche. Cette question mérite débat avec d'autres, donc. La question de la primaire fait partie des initiatives permettant d'ouvrir ce débat public. Il ne s'agit pas de fermer la porte à ce débat, il s'agit de travailler à une démarche qui permette de mettre en mouvement le

plus de monde possible. Pour déverrouiller et porter un projet de gauche en 2017. Il nous faut poser des actes dès maintenant. Nationalement on va vers des rencontres. Localement la discussion doit s'ouvrir. Au CN de mars, on va faire le point sur cette démarche. J'ajoute que 2017, c'est aussi la séquence des législatives et des sénatoriales. La question de conquête, de reconquête électorale devra trouver toute sa place au congrès.

**Communistes** COMMENT SE PRÉPARE LE CONGRÈS ?

**I. D. A. :** Ce que je veux préciser d'emblée, Pierre l'a fait au CN, c'est que toutes nos décisions, sur le projet, la résolution sur 2017, les évolutions à mettre en œuvre du Parti, toutes ces décisions se trouvent entre les mains des communistes. L'exercice de leur souveraineté fera que ces décisions seront communes et partagées, c'est un gage d'efficacité et d'unité. Le congrès aura donc lieu du 2 au 5 juin. On a précisé les missions des trois commissions élues. On veut préparer le congrès de manière ouverte, sans tabou, sans raccourci, sans préjugés. L'expression du plus grand nombre de communistes doit être favorisée. On veut un congrès de fond (nouvelle phase politique, nouveaux enjeux), un congrès qui marque (avec 2017) une étape pour reconstruire la gauche, mener la bataille idéologique afin de réduire la crise politique ; cela va nous prendre du temps. La commission de transparence des débats doit impulser le débat ; la commission du texte aura à travailler sur un nouveau projet, sur la résolution de 2017 et les évolutions du Parti ; la commission des candidatures devra répondre à la question : De quelle direction avons-nous besoin ?

*Propos recueillis par Gérard Streiff*

## CONSEIL NATIONAL / CONGRÈS

# Congrès du PCF

**Le 37<sup>e</sup> Congrès du PCF se tiendra du 2 au 5 juin à Saint-Denis.**

**1/ IL SE DONNE TROIS OBJECTIFS :**

**1 – Clarifier dans un texte fort et lisible le projet politique que nous portons pour la France. Il s'agit de franchir, sur la lancée de « La France en commun », une étape qualitative dans l'énoncé de**

ce projet, qui réponde à la question « Communistes, pourquoi combattons-nous ? », qui permette à notre peuple d'identifier la proposition communiste sur le sens de notre société et sur le chemin que nous proposons.

**2 – Dire dans une résolution politique ce que nous**

voulons et proposons pour les élections de 2017, l'élection présidentielle, les législatives, sénatoriales. Le congrès, début juin, sera le moment de synthétiser l'ensemble de nos propositions pour 2017.

**3 – Procéder à tous les changements, adaptations et transformations nécessaires de notre Parti pour se hisser à la hauteur de la période.** Ce travail spécifique pourra être sanctionné au Congrès par un relevé de décisions concrètes.

## 2/ L'AGENDA DE PRÉPARATION DU CONGRÈS :

**Conseil national des 16-17 janvier : lancement du congrès.**

Phase d'appel à contributions et remontée de celles-ci. La commission transparence dont le rôle est réévalué animera ce moment. La commission des textes travaillera sur les trois thèmes : projet, 2017, Parti.

**CN des 5-6 mars : adoption de la base commune.**

La date limite des dépôts des textes alternatifs est le 6 avril avec validation des textes le 9 avril pour l'envoi des documents pour la semaine du 11 avril.

**LE VOTE DE LA BASE COMMUNE PAR LES COMMUNISTES : 4, 5, 6 MAI**

**LES CONFÉRENCES SE TIENDRONT EN MAI**

**1<sup>ER</sup> JUIN : CONFÉRENCE MONDIALE POUR LA PAIX ET LE PROGRÈS.**

Nous voulons inviter toutes les forces et organisations avec lesquelles nous sommes en lien mais aussi des forces avec lesquelles nous voulons travailler à se retrouver en amont de notre congrès à une Conférence mondiale pour la paix et le progrès (« Pour la paix, faisons grandir un monde en commun » ou « Mondialisons la paix »...) avec la présence de personnalités importantes.

## 3/ LES COMMISSIONS DE TRAVAIL ÉLUES PAR LE CN :

**Commission de la transparence des débats**

*Elle est chargée d'animer le débat des communistes et de faire circuler l'information.*

Andréani Caroline, Aury Thierry, Claux Viviane, Compain Xavier, Coskun Taylan, Dang Tran Emmanuel, Dareau Emilie, Fontana

Loris, Gayraud Martine, Hubert Cécile, Laborde Sébastien, Le-Lann Yann, Le Pollotec Yann, Maréchal Jacques, Pagano Alain, Primo Yveline, Soulard Pascale, Vermorel Nathalie, Zamichiei Igor.

**Commission des textes**

*En lien avec le débat des communistes, la commission des textes devra travailler à un projet de base commune sur les trois questions en débat (document sur le projet, résolution politique sur 2017, projet de relevé de décisions sur les évolutions du Parti).*

Annoot Pierric, Assassi Éliane, Baudry Viviane, Bessac Patrice, Bize Thibaut, Blandiot-Farid Charlotte, Boccara Frédéric, Brynhole Marc, Burricand Marie-Christine, Chassaigne André, Cillière Hélène, Cohen Laurence, Dartigolles Olivier, Dharréville Pierre, Dumas Cécile, Fuchs Sylvie, Gallois Mathieu, Guitard Aline, Haloui Fabienne, Hayot Alain, Helle Delphine, Idir Nordine, Jumel Sébastien, Kelner Karina, Laine Camille, Laurent Pierre, Le Hyaric Patrick, Le Moing Jean-Louis, Le Reste Didier, Lecroq Émilie, Liancarelli-Lopez Aurélie, Lorand Isabelle, Malaisé Céline, Mathurin Isabelle, Mokrani Mehdi, Nègre Jean-Charles, Obadia Alain, Parny Francis, Picquet Christian, Pompougnac Hugo, Primet Raphaëlle, Roubaud-Quaschie Guillaume, Roussillon Marine, Sabourin Anne, Samarbakhsh Lydia, Sandoval Véronique, Satgé Dominique, Savoldelli Pascal, Tiberti Adrien, Tsagouris Mélanie, Vieu Marie-Pierre.

**Délégation du Conseil national à la commission des candidatures**

*La commission des candidatures a la responsabilité de proposer au Congrès la liste de celles et ceux qui composeront le nouveau Conseil national. Elle est composée d'une délégation du Conseil national (minoritaire) et d'un représentant par fédération.*

Bidard Hélène, Bréfort Françoise, Brulin Céline, Chaballier Jacques, De Almeida Isabelle, Debû Raphaël, Faucillon Elsa, Frostin Jean-Louis, Guillaud-Bataille Fabien, Iborra Julien, Marchand Nathalie, Perea Laurent, Ravache Gilles, Simonnet Nathalie. ✪

**GOODYEAR**

**Le PCF exige l'annulation du jugement et l'amnistie des militants syndicaux**

La peine infligée hier aux huit salariés de Goodyear accusés de défendre leur entreprise et l'emploi est d'une extrême gravité et appelle à une riposte d'ampleur : comme tout récemment à Air France, elle est une atteinte insupportable aux droits de salariés, de syndicalistes de défendre leurs emplois, en défendant par là même l'intérêt de populations et de territoires saignés par les choix de grands groupes dont la seule boussole est la rémunération des actionnaires au détriment de l'intérêt général. Elle est aussi plus largement, au même titre que le projet de déchéance de la nationalité, une atteinte à la République et à ses valeurs : peut-on faire vivre les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité en criminalisant l'action syndicale, en interdisant aux salariés d'intervenir sur les choix de leur entreprise ? Contester les choix stratégiques patronaux, avancer d'autres propositions doit-il devenir un délit puni de prison ferme ? Nous ne l'acceptons pas, nous ne le supportons pas ; nous n'acceptons pas que la dérive sécuritaire dans laquelle le gouvernement cherche à nous enfermer s'accompagne de violations des droits syndicaux et citoyens, des Droits de l'homme.

Le Parti communiste français, ses parlementaires, ses élus, ses militants expriment avec une immense fraternité leur soutien et leur solidarité aux salariés de Goodyear. Ils exigent l'annulation de ce jugement inique et, au-delà, l'amnistie pour tous les militants syndicaux condamnés, conformément à l'exigence portée par le Groupe communiste républicain et citoyen au Sénat. Ils portent l'exigence de moratoires immédiats dès l'annonce de licenciements ou suppressions d'emplois pour permettre aux salariés et à leurs représentants, aux populations et élus des territoires concernés de débattre de propositions, à égalité avec les représentants des directions et avec des droits renforcés en ce domaine. Nous sommes disponibles et mobilisés pour toute action, tout débat en ce sens, pour que se lève dans ce pays l'espoir d'une alternative aux politiques d'austérité et à la mainmise de la finance sur les choix économiques et industriels du pays. Disponibles et mobilisés pour une extension des droits et des libertés au lieu de politiques de répression et d'étouffement des contestations. Pour une République dont il est désormais urgent de redonner sens, celui de la démocratie et des droits pour tous. ✪

# PLANÈTE

## Massacres et répression à Djibouti, l'État français doit d'urgence réorienter sa diplomatie



« **E**n 2016, je m'en irai. Cette fois, je peux vous le jurer ». Parole de dictateur. C'était en 2011. Ismaïl Omar Guelleh se plaignait presque de devoir assumer la présidence de Djibouti, « *le peuple ayant estimé que la relève n'était pas prête* ».

En avril 2016 il sera donc candidat à un 4<sup>e</sup> mandat. Pour arriver à ses fins, Guelleh est prêt à tout. Il l'a déjà démontré à maintes reprises pendant 17 ans d'un règne sans partage. Le 21 décembre 2015, les forces du régime ont commis un carnage dans le quartier de Buldhuqo (faubourg de la capitale) lors d'une cérémonie traditionnelle de la communauté Yonis Moussa. Le bilan est lourd, des dizaines de morts et 150 blessés. Dans l'après-midi, la police a attaqué une réunion des dirigeants de l'USN, une coalition de sept partis d'opposition, causant de graves blessures à plusieurs personnalités.

Cet assaut contre des civils, qui rappelle le massacre d'Arhiba qui avait fait 59 morts en 1991, s'inscrit dans une logique de chaos. Le pouvoir veut favoriser des tensions inter-tribales, pour se poser en garant de l'ordre et justifier une répression politique. Entre octobre et décembre plus de 300 personnes ont été arrêtées arbitrairement, responsables politiques de l'USN, militants associatifs et citoyens accusés de complicité avec le FRUD (Front pour l'unité et la restauration de la démocratie). Certaines sont incarcérées dans la sinistre prison de Gabode, où se pratiquent des actes de torture et les pires conditions d'enfermement.

Après le 21 décembre, plusieurs dirigeants de l'USN ont été arrêtés, parmi lesquels le secrétaire général de l'organisation ainsi que l'ancien ministre Hamoud Abdi Souldan. Ce dernier, blessé par balles, a été soigné au sein de l'hôpital militaire français Bouffard et a demandé une protection. Il a été mis dehors et arrêté. Le Président de la LDDH, Omar Ali Ewado, qui a diffusé la liste des personnes tuées, blessées ou disparues, a été à son tour arrêté et écroué

pour « diffusion de fausses nouvelles ». Il vient d'être condamné à trois ans de prison ferme pour diffamation alors qu'il n'y a ni plainte, ni victime.

Le Parti communiste français, qui entretient de longue date des liens de solidarité avec les forces démocratiques à Djibouti, réclame une enquête internationale sur les massacres de Buldhuqo et d'Arhiba ainsi que sur les autres crimes de masse, pour qu'une justice impartiale puisse poursuivre les responsables.

Le gouvernement français s'est contenté d'exprimer de simples « inquiétudes ». Sa diplomatie donne le sentiment de se ranger une fois de plus

**“Le Parti communiste français réclame une enquête internationale sur les massacres de Buldhuqo et d'Arhiba”**

du côté du régime d'Omar Guelleh qui terrorise sa population, contre les démocrates et les militants des droits humains. Enfermé depuis des décennies dans une matrice néocoloniale, et par des accords de défense scandaleux, l'État français s'obstine à appuyer les régimes dictatoriaux au nom d'une prétendue défense

d'intérêts stratégiques. La France qui possède une importante base à Djibouti n'a plus le monopole d'une présence militaire. Les États-Unis, le Japon et même la Chine sont dorénavant implantés. Au lieu d'une fuite en avant lourde de conséquences, le gouvernement français serait bien inspiré de réorienter sa diplomatie afin de soutenir une résolution du conflit armé larvé entre le FRUD et le régime de Djibouti qui perdure depuis 24 ans, malgré 2 accords de paix. Il devrait avec l'Union européenne exiger l'application de l'accord-cadre du 30 décembre 2014 signé entre le pouvoir et l'opposition, seul à même de permettre une élection transparente le 8 avril prochain.

Dans l'immédiat, il faut mettre fin aux massacres, arrestations et tortures, et aux viols des femmes Afar par l'armée du régime. ✪

**Dominique Jasse**  
Relations internationales du PCF

# Travail, emploi et révolution numérique Un rapport qui déchire

Le Conseil national du numérique (CNN) vient de remettre au gouvernement un rapport intitulé « Travail, emploi, numérique, les nouvelles trajectoires ». Ce rapport a l'immense mérite d'aborder sous la forme d'une « cartographie des controverses », neuf questions essentielles pour l'avenir du travail, du salariat et de la protection sociale dans notre pays, à l'heure d'une révolution numérique mondiale accélérée. A savoir: « Quelle place et quel statut pour le travail humain dans la société de demain? »; « Le numérique favorise-t-il une autonomisation émancipatrice des travailleurs? »; « Le salariat est-il dépassé? »; « Le numérique renforce-t-il la segmentation du marché du travail? »; « Est-ce un phénomène durable ou transitoire? »; « Utiliser une plateforme, est-ce du travail qui doit être reconnu comme tel? »; « Toute entreprise installée a-t-elle vocation à être ubérisée? »; « Faut-il décorrélérer revenus et travail? »; « Quel dialogue social à l'heure du numérique? »; « Faut-il décorrélérer protection (droits) et travail (statuts d'emploi)? ». Toutes ces questions sont instruites de manière contradictoire et ces instructions débouchent sur vingt recommandations. Le rapport du CNN est en tension permanente entre le potentiel émancipateur de la révolution numérique et les aliénations qu'elle suscite dans le cadre du capitalisme globalisé.

Le premier constat explicite ce rapport est que si on reste dans le cadre des politiques actuelles, non seulement la courbe du chômage ne va pas s'inverser mais elle va croître de manière exponentielle en se conjuguant à une marginalisation de l'emploi sous statut salarial dans des secteurs entiers d'activité. Nombre d'études convergent vers la disparition de l'ordre de 50 % des emplois actuels. Ainsi, dans l'industrie de 1980 à 2000, 29 % des destructions d'emplois étaient dus aux gains de productivité, depuis 2000 cette part s'élève à 65 %. Le rapport souligne aussi les effets destructeurs sur la protection sociale et les droits des travailleurs avec la multiplication de plateformes mondialisées de courtage du travail à l'image d'Uber. Il pointe aussi le développement du travail gratuit des citoyens contributeurs et pose la question de sa rémunération. Il constate aussi qu'avec le numérique l'usure physique au travail se transforme en usure psychologique.

Mais dans le même mouvement, le rapport expose les possibilités ouvertes avec les « communs » « d'apparition d'un mode

de production et de gestion de ressources en dehors des régimes classiques de propriété, qui privilégie la valeur d'usage des ressources (...) plutôt que leur valeur d'échange ». Il note aussi l'existence d'alternative à l'ubérisation des entreprises. Il souligne que « les outils numériques (...) rendent possible des modes de travail plus créatifs, plus collaboratifs et plus créatifs » et qu'ils appellent « une réponse à la demande de sens qui émane d'un certain nombre de travailleurs, notamment parmi les populations les plus jeunes. »

Ce rapport conclut que le statu quo n'est pas possible, il faut changer de paradigme et la puissance publique se doit d'intervenir, d'autant que le numérique représente 5,5 % du PIB français, plus que les services financiers et l'agriculture, et 1,5 million d'emplois sont liés à ce secteur.

Il propose au gouvernement vingt recommandations organisées autour de six axes qui abordent la nécessité de sécuriser les parcours professionnels, « de redonner du sens au travail collectif et de soutenir les organisations alternatives » de collectif de travail, « un scénario industriel alternatif en Europe », développer un service public de la formation tout au long de la vie professionnelle dans un cadre pair à pair, une reconstruction de la démocratie sociale et un nouveau modèle de redistribution et de solidarité en faisant notamment de la lutte contre l'optimisation fiscale une priorité. Il avance aussi

l'expérimentation d'un revenu de base. Si les recommandations proposées méritent débats, examens critiques, et contre-propositions, ce rapport de fait remet en cause à sa manière les dogmes libéraux qui fondent la politique économique du gouvernement. Il permet d'ouvrir le débat sur des alternatives originales, comme notamment la sécurité d'emploi et de formation ou le développement des communs, ou encore un revenu universel de contribution à la société. Toutes les questions fondamentales pour l'avenir de notre civilisation soulevées par le CNN, seront au cœur du débat du 12 février entre Pierre Laurent et Bernard Stiegler, philosophe et membre du CNN, ainsi que des États généraux de la révolution numérique organisée par le PCF les 18 et 19 mars. ✪

Yann Le Pollotec

Responsable de la Commission nationale numérique du PCF



## Dany / Finkie

Ce qui est intéressant, avec les médias publics, c'est que ça peut toujours être pire. On nous annonce par exemple, pour cette rentrée 2016, une radicale modernisation de l'émission politique vedette de France 2, "Des paroles et des actes", un "DPDA" new look, inédit, surprenant. Ce sont les termes de la presse ces jours-ci. La preuve? Le premier DPDA 2016, le 21 janvier, verra s'affronter "Dany et Finkie", toujours selon les mêmes échos. Dany/Finkie, késako? Un nouveau programme Médrano? Un couple d'humoristes? Pas du tout. Un débat entre Daniel Cohn-Bendit et Alain Finkielkraut! Sur « leur vision de la France »! Sans blague. On voit d'ici les prochaines émissions: Zimi versus Onfi (Zemmour face à Onfray); ou Gatti/Emmi (François Gattaz contre Emmanuel Macron); ou Cahi/Chrichri (Jérôme Cahuzac et Christine Lagarde). Et dire que les Belges ont pu parler du niveau zéro de la vie politique française?! Ils sont vraiment mal informés, ces Belges, une fois! ✪

Gérard Streiff

## EN BREF

# Attentats de Paris, Bamako et Tunis Hommage aux victimes



Dimanche 17 janvier, plus de deux cents personnes se sont retrouvées place Nelson-Mandela, à Bagnolet, pour honorer la mémoire des victimes des attentats commis à Paris, Bamako et Tunis. Pour les organisateurs\* de l'initiative, les victimes du terrorisme sont les mêmes quels que soient le continent, le pays, la ville, la nationalité, la couleur, la religion ou l'absence de religion... « Ensemble ne laissons pas la peur, la division, la démagogie prendre le pas sur l'humain, la raison et la fraternité. Faisons du bien-vivre ensemble le moyen d'une vie meilleure » ont-ils affirmé. Après une minute de silence, les participants étaient invités à déposer une fleur au pied de la plaque dédiée au leader sud-africain puis à partager le verre de la fraternité. ✪

\*A l'origine de l'initiative: l'Association Paille et grain, l'Association démocratique des Tunisiens en France, la Fédération des Tunisiens pour la citoyenneté des deux rives, la Ligue des droits de l'homme Bagnolet/les Lilas et la section du PCF de Bagnolet, auxquelles se sont joints plus de trente organisations politiques, syndicales, associatives de France, du Mali et de Tunisie.

1. <http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2015/11/Rapport-travail-version-finale.pdf>
2. Rapport cabinet McKinsey septembre 2014.

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

## EN BREF

# Solidarité avec les 8 de Goodyear

Dans tout le pays, les communistes organisent la solidarité avec les huit de Goodyear injustement condamnés. A Frontignan (Hérault), ils étaient sur le marché ce samedi pour faire signer une pétition exigeant leur relaxe. Au cours de la matinée, 225 signatures ont été recueillies. ✪